

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ - SUPPLEMENT AU N° 497 DU JEUDI 20 MAI 1971 - 0,50 F

PARTOUT LES LUTTES S'ETENDENT

PARTOUT LES MEMES REVENDEICATIONS

Il est frappant de constater que dans tous les secteurs en lutte, les travailleurs avancent partout les mêmes revendications (même en tenant compte des particularités de chaque secteur).

Ces revendications portent autour des points suivants :

— Grille unique et parallèlement remise en cause de la multiplication des catégories, des classifications, arbitrairement imposées à la classe ouvrière.

En revendiquant le statut unique du manœuvre à l'ingénieur, les travailleurs refusent les éléments de diversion créés par la bourgeoisie pour les opposer les uns aux autres en les faisant revendiquer sur des avantages catégoriels et spécifiques

Dans ce troisième numéro spécial tiré à 300 000 exemplaires, « Tribune Socialiste » donne la parole aux camarades de « Politique-Hebdo ». Il ne s'agit pas seulement d'un geste platonique de solidarité à l'égard d'un journal d'extrême-gauche, momentanément en difficulté. Il s'agit d'un geste politique.

Dans les luttes actuelles, le patronat et l'Etat capitaliste visent à cloisonner, à diviser les travailleurs, à dénaturer leurs objectifs, à tromper l'opinion. Il n'est que de regarder la télévision, d'écouter la radio, de lire la grande presse pour constater que l'ennemi de classe dispose dans ce domaine de puissants moyens. On ne peut se battre les mains nues et c'est pourquoi la bataille de l'information est indissolublement liée au combat des travailleurs en grève.

Les journaux des organisations révolutionnaires jouent un rôle important, mais leurs moyens sont faibles et leur influence encore limitée. L'existence d'un hebdomadaire d'information, ouvert à tous les courants du mouvement révolutionnaire, est une nécessité ; son absence se fait cruellement sentir dans les circonstances présentes.

En aidant « Politique-Hebdo » à reprendre sa place dans le combat commun, les lecteurs de ce numéro spécial renforceront la lutte des travailleurs.

« Tribune Socialiste ».

à telle ou telle catégorie de travailleurs ou d'emplois ;

— Reconnaissance de la qualification et suppression de la cotation par poste. Tous les travailleurs ne veulent plus être une masse d'hommes interchangeable par le patronat, voués aux tâches les plus ingrates, à un travail en miettes ; ils ne veulent plus être rivés à une machine, être payés en fonction de cette machine et non du travail qu'ils effectuent réellement ;

— Augmentation égale pour tous : c'est le slogan scandé par tous les travailleurs. Ils ne veulent plus faire grève pour accroître les privilèges de ceux qui sont les instruments indirects du système qui hiérarchise les tâches pour mieux régner. Derrière cette revendication, se manifeste la volonté de lutte contre la hiérarchie liée à l'organisation capitaliste du travail ;

— Diminution des horaires de travail et abaissement de l'âge de la retraite. Les travailleurs ne veulent plus survivre, ils veulent vivre. Le travail, plus pénible pour tous dans l'industrie moderne, les mauvaises conditions de vie, la longueur des temps de transports..., parallèlement au développement par les mass-média de la publicité autour de la société dite de consommation, renforcent les travailleurs dans leurs exigences et leur besoin de repos, de culture, de loisirs... A l'heure actuelle, un tiers des travailleurs n'arrivent pas à l'âge de la retraite et ceux qui y parviennent c'est dans des conditions lamentables. Aussi, les travailleurs refusent-ils en même temps les conditions de travail qui leur sont imposées, les cadences infernales, l'hygiène déplorable (d'où les nombreuses maladies du travail que, bien entendu, la législation bourgeoise ne permet pas de reconnaître), les conditions désastreuses de sécurité (chaque jour, les colonnes des journaux pourraient être remplies de longues listes d'accidents et de morts au travail)...

Ce sont bien ces revendications qui sont mises en avant partout par les travailleurs. Pourquoi ? Parce que partout le mal est le même.

LE MAL EST LE MEME PARTOUT : C'EST LE CANCER CAPITALISTE

L'extension des luttes et la similitude des revendications ne nous

surprennent pas. Ce véritable cancer qu'est le système capitaliste entraîne partout les mêmes maux et de ce fait des luttes sur des objectifs semblables.

Lorsque les travailleurs luttent contre l'abrutissement au travail, la déqualification, le système hiérarchique pesant..., leurs actions remettent en cause toute la société actuelle, son organisation et les fondements même du régime capitaliste. Si la bourgeoisie ne peut plus exploiter au maximum les travailleurs, sous prétexte de « rentabilité », de « modernisation », comment fera-t-elle pour maintenir ses privilèges, ses bénéfices, sa puissance ? C'est bien ce qu'elle a compris et c'est pourquoi elle s'affole. C'est ce que montrent les communiqués de l'U.D.R. comme la déclaration de Giscard d'Estaing. Mais, les travailleurs peuvent-ils accepter le chantage à la sauvegarde de l'économie nationale lorsqu'ils ont compris que l'économie nationale, c'est l'économie du capital ?

Qu'ont-ils à faire du fait que la Régie Renault, ayant élargi ses marchés, soit une entreprise-pilote à partir du moment où c'est au prix de leur travail, de l'exploitation de leur vie par suite des conditions de sécurité, des cadences... Le fait que la Régie Renault soit une entreprise nationalisée ne change rien à l'affaire : Renault n'est pas l'entreprise des métallos (pas plus que la SNCF celle des cheminots), même si POMPIDOU leur a imposé en cadeau de Noël l'actionnariat.

Aussi, la lutte doit partout se développer.

PARTOUT DOIT SE DEVELOPPER LA RIPOSTE OUVRIERE

Laisser le temps au pouvoir de régler cas par cas les luttes actuelles, c'est diviser les travailleurs et affaiblir leurs luttes. Bien au contraire, développer l'action, c'est permettre à tous les travailleurs de créer le rapport de forces nécessaire pour satisfaire leur revendication.

Comment y parvenir ? En remettant en cause l'organisation capitaliste du travail, les travailleurs

remettent du même coup en cause les moyens d'action traditionnels qui restaient dans le cadre de l'aménagement du système. Ils n'ont plus rien à faire des débrayages de deux heures, des grèves « d'avertissement », des manifestations « de la force tranquille » de la classe ouvrière. Ils acceptent de moins en moins que leur lutte soit canalisée, détournée de son but. Pourfaut, on cherche encore à les enfermer dans ce cycle stérile de manifestations qui, si elles ne sont pas toujours inutiles, risquent souvent d'être de simples exutoires à la combativité ouvrière. Les actions professionnelles ou inter-professionnelles de la fin du mois et du début de juin seront-elles ou non pour les syndicats les soupapes de sécurité permettant d'éviter l'affrontement avec le patronat ? Les travailleurs ont besoin d'efficacité, mais aussi d'unité.

Mais qui divise ?

Le P.C.F. accuse les gauchistes de diviser le mouvement ouvrier au moment où ceux-ci proposent des objectifs unifiant l'entrée de tous dans la bataille, la liaison entre les différents secteurs. Et c'est lui qui par l'intermédiaire de la C.G.T. a imposé à l'ensemble des syndicats la division du mouvement en le polarisant autour de trois pôles : les O.S., les O.P., les techniciens, agents de maîtrises et cadres. Ce n'est pas ainsi que l'on peut mettre en échec le patronat. Comment faire ?

Les travailleurs se sont donnés des objectifs de lutte, mais de son côté le pouvoir résiste.

La direction de la Régie, relayée par Giscard d'Estaing, refuse toute concession ; les gardes mobiles

PAGE CENTRALE :

RENAULT-FIAT
MÊME COMBAT

MESSAGE
DES TRAVAILLEURS
DE LA FIAT

BERLIET - R.A.T.P. - RENAULT - RHODIA
DE WENDEL - PONTCHATEAU



viennent en Lorraine provoquer les ouvriers et déclenchent une répression sauvage dans la rue et jusqu'aux portes de l'usine ; à Flins, ils vont même jusqu'à occuper l'entreprise.

Aujourd'hui, devant l'ampleur du mouvement et devant la résistance du pouvoir, deux questions se posent : quels sont les outils pour vaincre, quelles perspectives politiques peuvent s'ouvrir à la classe ouvrière et à tous les exploités ?

QUELS OUTILS ?

Les travailleurs doivent décider et prendre en main leur lutte. Aussi leur premier instrument devient l'**assemblée ouvrière de base**. Elle doit être préparée par les travailleurs eux-mêmes, à partir des propositions des militants qui participent à la lutte au même titre que celles des militants syndicaux. Au cours de l'assemblée, les travailleurs proposent, discutent, décident. Décider collectivement cela veut dire voter à main levée et non à bulletin secret : le vote à main levée est un engagement solidaire dont on se sent responsable. Ces assemblées ne doivent pas être des meetings où l'on se prononce sur les propositions des seuls syndicats, mais de véritables instances de discussions, de décisions et d'organisation.

Mais, pour être pleinement cela, l'assemblée doit trouver son propre débouché ; le **comité de grève**, émanant des assemblées, regroupant syndiqués et non syndiqués, composé par les **délégués élus dans les ateliers**, représentatifs des travailleurs, parce que soumis à leurs décisions, élus par eux, révocables par eux. C'est d'ailleurs de cette façon que se sont déroulées les grandes luttes de l'automne en Italie (à partir de la Fiat). C'est dans le même sens également que vont les commissions ouvrières espagnoles, le mouvement des délégués en Angleterre. Pourquoi ce qui existe dans les autres pays européens n'existerait-il pas en France ?

De plus, il faut que les assemblées s'ouvrent vers l'extérieur et il n'est pas vrai, dans le contexte actuel, que les travailleurs d'une seule usine feront plier seuls le patronat et l'Etat. **La jonction avec les autres couches populaires** est nécessaire. Il est indispensable que se constituent des **comités de soutien**, que l'**effort de solidarité** se développe sans exclusive. Cela veut dire qu'il faut rechercher inlassablement la jonction avec le mouvement paysan, avec les usagers (sinon comment le Pouvoir utilisera-t-il la grève de la R.A.T.P.), avec les femmes... Enfin, **il faut que les travailleurs échangent leurs expériences et leurs réflexions**. Les travail-

leurs des différentes entreprises en lutte doivent pouvoir à la base entrer en contact pour mener toute discussion et toute action qu'ils jugent nécessaires. Connaître les succès ou les raisons des échecs des autres luttes c'est la meilleure façon d'assurer le succès de sa propre lutte. De même joindre ses efforts, c'est augmenter les chances de victoire.

Avec ces outils, les travailleurs pourront mieux déterminer leurs perspectives.

Quelles sont les perspectives aujourd'hui ?

REDONNER CONFIANCE A LA CLASSE OUVRIERE ET FORGER L'ALTERNATIVE AU POUVOIR

Nous ne sommes pas sans doute à la veille d'un nouveau « Mai 68 ». Mais une période d'offensive généralisée des luttes a repris qui doit redonner confiance à la classe ouvrière pour faire reculer le patronat.

L'enjeu politique est en effet considérable. En partant des grilles de salaires et surtout du refus des cotations arbitraires par poste ainsi que du statut faisant de l'O.S. un paria, en y joignant la réduction de la durée du travail et l'avancement de l'âge de la retraite, la classe ouvrière est en train de créer elle-

même, par sa propre lutte, les conditions d'un bouleversement du rapport de forces. C'est en effet en réunissant ses propres formes de démocraties, en opposant ses propres formes d'organisation au despotisme du capital dans les entreprises que les travailleurs commencent à forger de l'intérieur l'alternative au pouvoir de la bourgeoisie. L'assemblée ouvrière, le comité de grève, le conseil ouvrier, l'alliance ouvriers - paysans - intellectuels - femmes, c'est déjà aujourd'hui donner une idée de ce que sera le socialisme.

Aussi, l'unité dans le combat de tous les prolétaires et de tous les opprimés, la prise de contrôle sur l'appareil de production, la création d'une véritable démocratie ouvrière, voilà les questions à l'ordre du jour. C'est leur solution qui permettra de poser concrètement le problème de la prise du pouvoir par les travailleurs (et non par ceux qui se prétendent ses représentants).

Pour nous, quels que soient les difficultés et les obstacles, nous continuerons à nous battre contre l'ennemi principal, c'est-à-dire la bourgeoisie, pour que le mouvement ouvrier reprenne goût à la victoire et avance dans la voie dans la conquête du socialisme par le renversement de la bourgeoisie.

BOURGEOIS

(BESANÇON) :

LA SOLIDARITE FACE A UN PATRON DE CHOC

Aux Etablissements BOURGEOIS (découpage - emboutissage - métallurgie), l'autorité d'un patron « de choc » est sérieusement ébranlée.

La productivité chez BOURGEOIS monte en flèche depuis dix-huit mois ; il est vrai que le patron investit généreusement dans les moyens de production, alors que dans les ateliers l'hiver, la température est inférieure à 10°.

Les salaires y sont très bas, inférieurs souvent au S.M.I.C. La réduction des heures de travail vient d'entraîner une diminution des salaires et les efforts d'implantation d'un syndicat ont donné au patron l'occasion de licencier les éventuels délégués.

Sans réelles structures syndicales sur lesquelles s'appuyer, sans aucune tradition de lutte, le 3 mai, les ouvriers débrayent, et le 4 mai, dans une assemblée générale tenue aux portes de l'usine, ils décident une grève avec occupation sur les revendications suivantes :

— 45 heures pour tous, payées 47 h 30 (ancien horaire) ;

— Salaire minimum : 4,30 F de l'heure ;

— 100 F d'augmentation uniforme par mois ;

— Une heure par mois de liberté d'information syndicale prise sur le temps de travail.

Le patron refuse la discussion, puis accorde quelques miettes (les 45 heures mais au 1^{er} janvier 73 !) et ensuite intimide.

Les huissiers ont chassé les délégués qui occupaient l'usine. Ceux-ci campent maintenant sous trois tentes plantées devant l'usine.

La solidarité matérielle a joué et bien joué avec la participation des paysans. Il faut encore populariser cette lutte.

Quelle que soit l'issue du combat, les ouvriers des Etablissements

BOURGEOIS ont su organiser 18 jours de grève avec occupation. Le patron devra désormais compter avec le développement dans son usine d'une conscience de classe.

PONT-CHATEAU

REFUS D'UNE DIMINUTION DES SALAIRES

Depuis le lundi 5 avril, les travailleurs de l'entreprise Sambron à Pont-chateau (400 ouvriers) ont entrepris une série de mouvements pour faire face à une décision unilatérale de la direction de mettre fin à la politique contractuelle jusque là en vigueur. Après plusieurs réunions qui ont abouti à l'indexation des salaires parisiens, la direction décide unilatéralement le lock-out.

Les travailleurs décident donc en riposte de bloquer toutes les livraisons d'engins (matériel de travaux publics) en quittant leur poste de travail chaque fois qu'un camion se présentait. Le tribunal de grande instance de Saint-Nazaire, devant qui la direction porte plainte, se déclare incompétent. Malgré ses menaces de fermeture définitive, le patron a été obligé de lever le lock-out le 19 mai. Les travailleurs qui sont restés mobilisés ont aussitôt décidé d'occuper l'usine jusqu'à satisfaction de leurs revendications : ces travailleurs, qui ont été envoyés par la direction en province, refusent de voir leur salaire diminuer de ce fait de 200 F à 220 F par mois ; ils refusent le retour en arrière dans le principe de l'évolution de leur salaire, et demandent un droit de gestion dans l'entreprise. C'est en fait contre une soi-disant politique sociale du patronat que les travailleurs continuent à se battre (dans l'usine la masse des salaires des cadres a progressé de 60 % contre 29 % pour les ouvriers et les employés). Le soutien apporté à cette lutte par les agriculteurs de la région, les travailleurs de Batignolles et des Chantiers de l'Atlantique a permis de tenir un mois et d'obliger la levée du lock-out. Les camarades continuent la lutte et essaient d'accentuer la solidarité.

WENDEL - SIDELOR

LA SIDERURGIE LORRAINE NE VEUT PAS MOURIR

Après les usines de Joeuf, Moyeuve, c'est l'usine de Knutange du groupe De Wendel-Sidelor qui va fermer. Dès juin 1971, 400 ouvriers vont être « mutés » dans les autres usines, et en janvier 72, c'est pratiquement le reste des travailleurs qui partira. Une lettre de la direction au personnel donne très clairement cette perspective tout en assurant qu'il n'y aurait pas de licenciements !

Il a fallu, grâce à des assemblées de chantiers, des rassemblements à l'extérieur et des mini-meetings dans les quartiers, expliquer pourquoi De Wendel voulait liquider l'entreprise et pourquoi le mirage d'une « promotion » dans l'usine moderne de la Sollac restait une simple manœuvre du patronat. Depuis, la grève de 24 heures du 7 avril et surtout la grève avec manifestations vers le bureau central du trust le 21 avril marquaient une vive mobilisation du personnel. (Il a fallu des appels au calme des dirigeants syndicaux pour éviter l'entrée des travailleurs dans les bureaux). Le 14 mai, après une occupation préventive de l'usine de Knutange, c'est la grève illimitée, bien accueillie par les ouvriers lassés des manifestations sans résultat et des grèves de 24 heures. Le 15 mai, l'affrontement devient violent, la direction refuse de distribuer la paie aux bureaux de l'usine (comme l'exigeaient les syndicats) ; et l'appel aux gardes-mobiles pour casser l'occupation de la route nationale décidée en guise de protestation se transforme en une charge furieuse qui écrase par deux fois les travailleurs, en particulier les militants syndicaux. Et pourtant une grande partie de la ville, y compris les commerçants, participe au mouvement.

Bien sûr, une telle agression renforce encore la combativité. Mais l'apparition le 17 mai des syndicats jaunes (C.F.T.C., C.G.C.) appelant ouvertement à s'inscrire pour briser l'occupation, les difficultés apparentes pour briser le mouvement (et pourtant la population était mobilisée autour des ouvriers, les lycéens et élèves du C.E.T. à la pointe de la solidarité), obligent les dirigeants syndicaux à préférer la reprise. Le vote à bulletin secret donne une légère majorité (850 contre 745) pour

retourner, sans rien sauf quelques aménagements, au travail.

En réalité, deux analyses, deux stratégies se sont heurtées sans cesse :

— Ceux qui pensent que la sidérurgie n'est pas vraiment menacée en Lorraine, qu'il ne s'agit que d'une simple péripétie : remplacement d'une vieille industrie par une nouvelle et qu'il est inutile d'engager de grandes actions pour l'emploi.

— Et ceux qui savent en voyant s'installer De Wendel en Sarre et à Fos que c'est toute la sidérurgie qui est condamnée à terme en Lorraine. Mieux, que c'est l'augmentation de la production actuelle qui paie le transfert et la disparition des emplois en Moselle et qu'il est nécessaire, au contraire, de se battre maintenant et en force avec toute la population pour empêcher, tant qu'il est temps, la mort lente de la vallée de la Fensch et de la région.

Car, les projets de l'Etat sont très clairs : ramener toute l'industrie sur l'axe Rhône-Seine et abandonner les régions centrées sur le Rhin. Mieux, le développement actuel des installations de Fos avec le retard pris par les installations portuaires rend évident l'alimentation des installations pendant un temps par la fonte et l'acier lorrain. Non seulement, l'hyperproductivité actuelle de De Wendel-Sidelor finance le transfert, mais ce sont les ouvriers lorrains eux-mêmes qui vont assurer la mise en place des usines de Fos ! Il y a donc de vraies possibilités pour les travailleurs de lutter contre les choix arbitraires et dictatoriaux de l'Etat bourgeois et des maîtres des forges.

Les 750 ouvriers qui veulent se battre à Knutange savent maintenant que c'est dans l'usine, par la lutte interne par atelier, de façon tournante et en empêchant la production de rester au maximum qu'ils peuvent agir pour bloquer leur liquidation. Les grévistes de l'atelier de réparation et de fabrication de pièces de l'usine de Hayange, qui occupent depuis lundi à 400 leur atelier, montrent la voie : ils demandent *tout de suite et là où ils sont* la parité avec « l'usine moderne » de la Sollac.

La lutte sera longue et difficile, mais les sidérurgistes ne se laisseront pas supprimer en douceur sans réagir : la victoire est possible, si on se donne les moyens MAINTENANT.

RENAULT

LES NEGOCIATIONS : UN MARCHÉ DE DUPES

Après vingt-cinq heures exploratoires entre les syndicats et la direction de la Régie, dans la journée du dimanche 16 mai, la direction a fait ses propositions :

Revendications des O.S.

Relèvement des coefficients
Statut unique de l'O.S. à l'ingénieur
Suppression d'abattement de zone (2 %) pour les usines de province
Suppression de la cotation des postes
Suppression de la sanction contre les grévistes du Mans

Propositions de la direction

Relèvement des coefficients : le plus bas passant de 125 à 135
Pas d'incidence sur les salaires

Rien

Rien

Refus d'aborder le problème

Suppression de la prime trimestrielle (la plus forte de l'année)

du front syndical. Cette rupture est presque complète entre le syndicat C.G.T. des employés, techniciens et agents de maîtrise et la section syndicale des mensuels C.F.D.T. La C.F.D.T. demande la fermeture des bureaux. La C.G.T. s'y oppose. Certains votes, dans quelques secteurs de l'usine, ont démontré la volonté de poursuivre la grève.

LA LUTTE DOIT CONTINUER

Les O.S. du Mans ont décidé de continuer jusqu'au bout. Ils mettent la direction et le gouvernement le dos au mur. C'est donc l'extension de leur lutte qui doit être réalisée.

La tactique de la C.G.T. sur le terrain a toujours été la même. Elle a, dès le début, favorisé la division entre O.S. professionnels et employés, techniciens et cadres, par des votes de procédure et en ne reprenant que certains aspects de la lutte des O.S. Elle n'a pas favorisé l'entrée dans la lutte des mensuels. Elle a refusé la mise en avant de revendications unifiantes, proposées dans un premier temps par la C.F.D.T. (retour aux 40 heures et retraite à 60 ans).

Qui divise, règne !

Face à cette attitude et à la volonté gouvernementale de casser ce conflit et de cacher son sens véritable, l'unité et l'organisation de la lutte restent plus que jamais indispensables.

pour que les travailleurs soient tous au boni, c'est-à-dire pour qu'ils soient payés au rendement ;

— La C.F.D.T. veut unifier les luttes au niveau des secteurs de production tout entiers en unifiant ainsi toutes les catégories de travailleurs. Son mot d'ordre actuel est celui de la grille unique des salaires.

La journée d'action du 27 mai risque d'être une étape décisive dans la lutte des travailleurs de BERLIET.

RHODIA

LUTTE PROLONGEE

La lutte des travailleurs de la Rhodiaceta engagée depuis janvier sur le problème du passage de la convention collective textile à la convention chimie se poursuit. A la suite du durcissement de la bataille (passage des équipes de feu continu de 4x8 à 5x6) un tract rédigé par des ouvriers exigeant des assemblées des travailleurs a provoqué une réaction violente du P.C.F. qui a lancé une campagne anti-gauchiste (depuis les voitures brûlées de Mai 68 jusqu'aux inscriptions du 1^{er} mai au Père Lachaise). Ceci ne contribue pas évidemment à entretenir la mobilisation des travailleurs dont la volonté de lutte ne s'est pas démentie depuis quelques mois.

ITALIE : FIAT - MIRAFIORI

COMMUNIQUE D'UN GROUPE DE DELEGUES ET DE MILITANTS OUVRIERS DES ATELIERS MECANIKES

Une délégation des ouvriers de chez Fiat viendra chez Renault pour rencontrer les ouvriers en lutte. Tel est l'engagement qui a été pris pendant le meeting du 18 mai à Turin, devant 15 000 ouvriers rassemblés dans la rue. Les ouvriers de l'usine Mirafiori, la plus grande concentration ouvrière d'Italie, étaient arrivés en un puissant cortège en criant : « Fiat-Renault, même combat ».

Aux travailleurs qui présentaient leurs revendications sur les conditions de travail dans l'usine, la direction de la Fiat répondit : « Allez voir comment on travaille dans les autres usines d'automobiles en Europe. Partout ce sont les mêmes cadences et les mêmes conditions de travail. » Les ouvriers de Fiat savent bien que les capitalistes sont les mêmes partout et que là où existe le capital l'usine est frappée de la même malédiction. S'ils veulent se rendre dans les usines d'Europe, ce n'est pas pour voir comment on travaille, mais comment on lutte, comment la classe ouvrière s'organise pour mener la lutte contre le patronat.

RENAULT - FIAT MEME COMBAT

R.A.T.P.

GREVE SPONTANEE CONTRE L'ORGANISATION DU TRAVAIL

26 dépôts en grève : la quasi totalité du réseau routier est paralysé. Sans consulter les syndicats et balayant du même coup les préavis de grève, les travailleurs de la R.A.T.P. ont déclenché le mouvement contre l'augmentation des cadences qui leur est imposé. Ils ne veulent pas faire les frais de la « modernisation » qui consiste essentiellement à réduire le personnel pour le même travail.

Depuis une année, la direction a déclenché un vaste mouvement de modernisation, en signant d'ailleurs avec les organisations syndicales un protocole d'accord fixant des normes pour la mise en place de bus à un agent et le reclassement des autres agents au réseau ferré ; la direction n'augmentant pas par ailleurs le nombre des agents, les tâches sont les mêmes. Le travail n'est pas le même d'autant qu'actuellement nous sommes en période de changement de T.M. à cause des vacances qui commencent. Il y a moins de personnes pour un même travail. En plus, les horaires sont élastiques : pour une journée de travail normal de 7 h, un machiniste peut être présent par exemple 4 h le matin, 3 h l'après-midi, avec entre ces temps de travail une coupure de 3 h ; pendant celles-ci que faire si le lieu d'habitation est loin du dépôt ? L'heure de présence varie ainsi de 10 h à 13 h.

C'est aussi pour cela que les syndicats, convoqués par la direction pour être en mesure de défendre les intérêts des travailleurs, négocient la journée continue y compris le paiement des 45 minutes de repas, la révision de la grille des salaires. Ceci dit, beaucoup de problèmes restent en suspens au cours de cette grève ; nous devons les analyser pour que cette lutte ne soit pas un coup d'épée dans l'eau.

L'attitude des syndicats :

Il est certain que la C.G.T. est apparue comme se sentant concernée non par le conflit mais par la négociation du fait que ce n'était pas elle qui avait déclenché la grève, que c'était les travailleurs qui en avaient décidé le principe et l'application et la généralisation (faite de bouche à oreille).

La C.F.D.T., elle, prenant en compte

Les revendications des travailleurs de chez Fiat sont les suivantes : élimination du boni, révision des cadences, droit de contestation et de négociation à travers l'organisation des délégués, lutte contre les mauvaises conditions sanitaires, contrôle ouvrier sur les changements de catégories, reconnaissance des délégués d'équipe et du conseil d'usine.

Fiat a répondu à ces revendications d'une manière très dure : amendes, renvois, prison pour trois camarades. En même temps, la direction de l'usine cherche à rendre plus modérée la ligne des syndicats afin de se donner dans l'usine un partenaire raisonnable et institutionnalisé et afin d'éliminer le conflit incessant porté à la base. La direction accuse les ouvriers de conduire l'usine à la faillite et de ruiner l'économie de la nation ; elle déclenche avec tous ses moyens d'intervention une campagne de calomnie visant à discréditer et isoler les ouvriers.

Les ouvriers savent bien ce que signifie cette situation : l'affrontement n'est plus limité à des questions particulières dans telle ou telle usine ; il met en question d'une manière générale, les rapports de force entre les classes. Leur réponse réside dans l'élargissement de la lutte sur le plan national et sur le plan international. L'initiative des ouvriers doit établir la liaison nécessaire entre les travailleurs de Fiat et de Renault, entre les usines d'Italie, de France et d'Europe.

la lutte des travailleurs a par voie de tracts à la population popularisé la lutte des machinistes-receveurs. D'ailleurs, tout au long de ces derniers jours la C.G.T. ne ménageait pas ses attaques contre la C.F.D.T., comme d'ailleurs contre les gauchistes, en empêchant physiquement par exemple au dépôt des Lilas des vendeurs de « Lutte ouvrière » de vendre leur journal et de distribuer des tracts, entraînant ainsi la venue de la police (qui stationne en permanence devant les dépôts) et bien sûr leur arrestation. Et ce n'est qu'un exemple...

D'autre part dans le déroulement de la grève, une fois la lutte déclenchée, la C.G.T. est apparue pour mettre en place les « assemblées du personnel » mais assemblées bien réglementées ou seuls s'expriment les délégués (les travailleurs ne sont pas capables de prendre la parole...) et puis vote à bulletin secret, etc.

Si nous prenons position de cette façon ce n'est pas systématiquement pour ou contre telle ou telle organisation, mais c'est pour dire que concrètement dans les luttes comment nous apparaît le comportement des organisations qui se réclament de la lutte de classe. Pour nous le plus important ce ne sont pas les organisations mais les travailleurs dans leur ensemble en tant que classe contre le pouvoir capitaliste. Ce qui nous paraît important pour assurer la victoire contre la direction et l'Etat capitaliste, c'est la jonction d'une part avec les ouvriers des dépôts, d'autre part avec les travailleurs du réseau ferré qui eux aussi sont touchés par le modernisme et les horaires. Une autre jonction nous paraît importante, c'est la solidarité des usagers avec cette lutte ; déjà bon nombre de tracts sortent ; des comités d'usagers expriment la solidarité des usagers des transports avec les grévistes sur leurs revendications.

ROUBAIX

Chez Pannel et Flipo à Roubaix (plastiques), une partie du personnel s'est mise en grève le 13 mai. Outre l'abaissement de l'âge de la retraite à 63 ans et une augmentation de 7 %, les grévistes réclament une prime déhiérarchisée : 0,25 F de l'heure pour les plus bas salaires, 0 F pour les plus hauts salaires. Cette grève est menée par la section C.G.T. La C.F.D.T. refuse de s'y associer.

BERLIET

LES DEBRAYAGES SE MULTIPLIENT

Les travailleurs de BERLIET sont toujours en lutte. Dans la seule journée du mercredi 18 mai, 17 mouvements de débrayage ont eu lieu. Des ateliers (ébarbage, fonderie) aux chaînes de montage, où la grève était totale, la même volonté de lutte est présente. La production est quasiment bloquée (5 à 6 camions au lieu de 120 par jour).

Sur quoi les travailleurs se battent-ils ?

— Sur leurs conditions de travail : ils ne veulent plus travailler dans le bruit infernal et dans la poussière ;

— Sur leurs qualifications : les 0,30 F à 1 F de l'heure qu'ils réclament comme augmentation traduisent leur refus d'une déqualification imposée par le patron ;

— Sur l'organisation du travail : ils en ont assez du travail qu'on leur fait faire et de la manière dont on leur fait faire.

Comment se battent-ils ?

Au niveau des mouvements d'ateliers ou de chaînes, ce sont eux-mêmes qui déterminent le moment et la forme de leur action.

Les réactions syndicales :

Elles sont différentes et traduisent deux conceptions des luttes :

— La C.G.T. mène la bataille

POLITIQUE

Hebdo

RENAULT ENCORE EXEMPLAIRE

Si POLITIQUE HEBDO pouvait paraître, le premier travail de l'équipe aurait été d'envoyer des reporters là où se déroulent en ce moment les plus importantes luttes sociales.

C'est à Cléon, au Mans, à Billancourt chez Renault, aux usines Moulinex à Caen, à Lyon chez Berliet que les journalistes de POLITIQUE HEBDO auraient recueilli les points de vue de la base, analysé les rapports de force et essayé de donner la « photographie » des combats engagés.

L'hospitalité de « Tribune Socialiste », qui nous a ouvert ses colonnes, nous permet de faire part de quelques réflexions à propos de la dure grève des O.S. des usines Renault.

RENault, Moulinex, Berliet, R.A.T.P. : une succession de grèves et d'occupations d'usines. Le gouvernement et le patronat doivent compter avec la volonté des travailleurs. Dans le contenu des revendications, dans

les formes des luttes, se manifeste avec force une contestation du système lui-même. S'en tenant aux stratégies d'hier, les partis de la gauche traditionnelle se montrent incapables d'assumer cette contestation et de permettre ainsi

au mouvement ouvrier de renforcer ses positions.

La grève de Renault est, à cet égard, exemplaire. De quoi s'agit-il ? Lutte de « catégorie » ? Bataille menée par des ouvriers moins mal payés que d'autres ? Non. Après

un mois de grèves tournantes dans l'atelier « F.F. » du Mans, après le débrayage général de tous les O.S. dès le 29 avril, l'occupation a été décidée. Ce que veulent les O.S. : la refonte du système des salaires basé sur la « cotation au poste de travail ».

ESCLAVES DE LA MACHINE

Les salaires des ouvriers spécialisés (O.S.) varient selon une grille d'indices allant de la « classe » 4 à la « classe » 11. Mais 70 % de ces ouvriers sont en « classe » 5 ou 6 (environ de 1100 à 1200 F par mois). Les indices 9, 10 et 11 ne sont, eux, pratiquement jamais utilisés. De plus, la classification n'est jamais définitivement acquise pour un O.S. Les patrons les considèrent comme une masse d'hommes interchangeable. On les affecte à tel ou tel poste, selon le bon vouloir de la maîtrise.

Cette rotation permet — selon la direction — un travail moins monotone. Pour les O.S., ce n'est en fait que la manifestation de l'autorité du patron, de la maîtrise, et de leur arbitraire. C'est le poste de travail sur la chaîne, c'est la machine qui décide du salaire. L'O.S. est totalement soumis à cette machine.

Moins mal payé et plus qualifié que d'autres, l'O.S. est peut-être le seul à vivre sa condition d'exploité sans que rien ne le cache. Contrairement à d'autres, il n'a même plus l'illusion de vendre son travail en échange d'un certain salaire. C'est la machine qui lui dicte tout, et il n'est que son exécutant, son esclave.

La lutte des O.S. n'est donc pas seulement une remise en cause de l'oppression patronale. En s'attaquant au système de « cotation au poste », ils posent nettement la question de l'exploitation capitaliste et de son fondement : la division du travail, la parcellisation du travail, la séparation entre le travail d'exécution et celui de direction et de conception.

DIVISION DU TRAVAIL ET HIERARCHIE

Une simple augmentation des salaires, ou même une réduction du nombre de coefficients et de « classes » ne changent rien à la condition de l'O.S. Dans un cas comme dans l'autre, c'est accepter que la machine commande tout. C'est accepter que la transformation des techniques entraîne une déqualification pour l'ouvrier. C'est refuser de reconnaître sa capacité à s'adapter continuellement à des machines nouvelles.

Dans un cas comme dans l'autre, c'est considérer le rapport entre la machine et le travailleur comme un rapport individuel alors qu'en réalité, dans la production, il n'y a de rapport qu'entre l'ensemble des machines et l'ensemble des travailleurs que l'on fait passer d'une machine à l'autre.

Répondre à la lutte des O.S. en parlant d'augmentation des salaires ou de modification des cotations, c'est considérer la division capitaliste du travail comme intouchable. Or, consciemment ou non, c'est celle-ci que les O.S. mettent en

cause. En réalité la seule réponse à leur lutte est dans la suppression pure et simple du système de « cotation au poste », c'est-à-dire dans la lutte contre la division du travail et son organisation hiérarchisée.

OUVRIERS, CADRES ET TECHNICIENS

Il ne faut pas se cacher qu'un tel objectif se heurtera à l'hostilité de nombreux cadres et techniciens. Ils ne sont pas prêts à accepter la remise en cause du partage des rôles, des statuts et des responsabilités. Pourtant, le mouvement ouvrier — et par conséquent ses organisations — doit être capable d'assumer le risque de cette hostilité. On dit que l'alliance avec les cadres et techniciens est nécessaire ? Le système actuel de « cotation » ne contribue en rien à rapprocher d'eux les O.S. Bien au contraire, dans la mesure où les cadres surveillent, contrôlent ou déterminent les coefficients affectés aux ouvriers, ils apparaissent comme les auxiliaires du patron. Au même titre que les contre-maîtres.

LA QUESTION DES OBJECTIFS INTERMEDIAIRES

Ce n'est pas en écartant ce qui sépare les ouvriers des cadres et techniciens, en refusant de se donner les moyens de résoudre cette contradiction, qu'on parviendra à réaliser l'alliance des uns et des autres. On le voit bien chez Renault.

Là est l'impasse. On peut, comme le Parti Communiste, attendre la réalisation d'une alliance des « forces de gauche » pour donner aux grèves un débouché politique. On peut aussi, dans cette même perspective craindre que tout développement des grèves ne conduise à un affrontement sans issue politique, donnant l'occasion au pouvoir d'exercer une répression brutale. Dès lors, il apparaît plus « raisonnable » de freiner le mouvement. La grève des O.S. montre tout ce que cette argumentation a de faux. Ce qu'elle a de profondément contraire aux intérêts des travailleurs.

TOUT OU RIEN

Pourtant, la lutte, ce n'est jamais tout ou rien. Dans les conditions actuelles, la classe ouvrière ne peut développer son combat et le structurer — car seule l'organisation des travailleurs leur garantit la défense de leurs conquêtes — que si se dégagent des objectifs intermédiaires.

Encore faut-il que ces objectifs permettent chaque fois la remise en cause réelle de la division capitaliste du travail. Encore faut-il qu'ils permettent la convergence des luttes. S'il en était encore besoin, la contradiction évidente dans la grève de Renault entre les objectifs des O.S. et la réponse des organisations syndicales, montre, en définitive, que deux stratégies opposées tendent actuellement à s'affronter dans la classe ouvrière. Deux conceptions aussi de la révolution socialiste.

André GRANOU

POUR LE 2^e MILLION

Il y a bientôt un mois, contraints de cesser la parution, nous demandons à nos lecteurs : qu'êtes-vous prêts à faire pour la réparation de POLITIQUE HEBDO ?

Très rapidement, plus de 3000 d'entre eux se sont mobilisés, s'engageant à verser chaque mois une somme déterminée ou promettant de nous adresser, en une seule fois, une souscription de redémarrage. Le montant total des engagements qui nous sont parvenus dépasse maintenant le million de N.F. C'est un succès. La réparation peut être très sérieusement envisagée pour l'automne.

Nous avons fixé l'objectif à 2 millions de N.F. Nous sommes donc aujourd'hui à mi-chemin. Un

gros effort reste à accomplir. Pour que POLITIQUE HEBDO renaisse à la rentrée, la campagne nationale qui s'est déclenchée doit se poursuivre. Qu'avons-nous prévu pour notre part ?

- Plusieurs galas à Paris grâce au concours d'amis artistes ou cinéastes :

- Lundi 24 à 21 heures au pavillon 10 des Halles de Baltard la présentation en première mondiale du film « Biribi », d'après le célèbre roman de G. Darien.

- Vendredi 4 juin à 22 heures au pavillon 8 des Halles de Baltard, un gala avec Léo Ferré et les « Zoos ».

- La sortie, dans la première quinzaine de juin d'un numéro spé-

cial qui fera le point détaillé sur notre campagne, présentera une première esquisse du nouveau POLITIQUE HEBDO, et précisera les batailles politiques auxquelles nous entendons participer (achetez-le et faites-le acheter par tous vos amis).

- Un contact régulier par lettres et par des réunions à Paris et en province avec tous ceux qui ont apporté leur soutien à la campagne.

Il reste que l'effort considérable pour atteindre le second million repose en grande partie sur vous :

- Diffusez autour de vous nos bulletins de souscription.

- Mettez-vous en contact avec nous pour la diffusion du prochain numéro spécial.

POUR LA REPARATION DE POLITIQUE-HEBDO

Je m'engage à verser, à titre de souscription, sur simple demande de « Politique-Hebdo » :

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> 10 F chaque mois à « P.-H. » | <input type="checkbox"/> 100 F chaque mois à « P.-H. » |
| <input type="checkbox"/> 25 F — — — | <input type="checkbox"/> 150 F — — — |
| <input type="checkbox"/> 50 F — — — | <input type="checkbox"/> Plus de 150 F — — — |

Nom :

Adresse :

Signature :

Ecrire à « Politique-Hebdo », 14-16, rue des Petits-Hôtels, Paris-10^e
C.C.P. La Source 31.813.28